



**NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

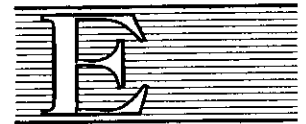
---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Quatrième réunion du Comité du développement durable

Addis-Abeba  
24-28 octobre 2005

18863



Distr.: LIMITÉE

E/ECA/SDD/CSD.4/4  
6 octobre 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

Rapport intérimaire sur la mise en œuvre des activités  
du sous-programme « Promouvoir le développement durable »  
pendant l'exercice 2004-2005

## **Rapport intérimaire sur la mise en œuvre des activités du sous-programme «Promouvoir le développement durable» pendant l'exercice 2004-2005**

### **Objectifs**

1. Le sous-programme a pour objectif global de renforcer la capacité des États membres à concevoir des mécanismes institutionnels et à mettre en œuvre des politiques et programmes nationaux qui permettent de mieux tenir compte de l'interdépendance entre sécurité alimentaire, population, environnement et établissements humains, dans la perspective d'un développement durable. Il vise également à renforcer les capacités des pays africains d'utiliser la science et la technologie pour assurer le développement durable. Il a pour autres objectifs de faire prendre conscience de la nécessité d'intégrer les préoccupations relatives aux trois piliers du développement durable (développement économique, développement social et protection de l'environnement) dans la planification nationale du développement et les programmes de lutte contre la pauvreté et d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de l'environnement en renforçant les capacités des États membres en vue d'une exploitation, d'une gestion et d'une utilisation viables et efficaces des ressources naturelles telles que les minéraux, l'énergie et l'eau.

### **Activités mises en œuvre pendant l'exercice 2004-2005**

2. Pour atteindre ces objectifs, la Division du développement durable a réalisé la plupart des activités programmées pour cet exercice. Trois réunions de suivi du Bureau de la troisième réunion du Comité du développement durable sur la mise en œuvre du programme de travail et les recommandations du même Comité ont été organisées (voir le compte rendu figurant dans l'annexe du présent rapport). Les activités ci-après ont été réalisées :

#### **Service de réunions fournis aux organes intergouvernementaux et groupes d'experts**

##### Services fonctionnels

3. Les ministres africains chargés de la population et du développement se sont réunis à Dakar le 11 juin 2004 pour examiner la mise en œuvre de la Déclaration Dakar-Ngor adoptée en 1992 et le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement qui a eu lieu au Caire en 1994. À l'issue de cette Conférence, les ministres ont fait une déclaration réaffirmant leur engagement de poursuivre la réalisation des objectifs de la Conférence et les actions clés de la Conférence internationale sur la population et le développement +5 ainsi que ceux contenus dans la Déclaration du Millénaire et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

##### Documentation à l'intention des organes délibérants

4. Les quatre rapports ci-après ont été élaborés pour être présentés à la quatrième réunion du Comité du développement durable:

- Rapport sur la gestion des ressources de la terre en vue du développement durable: recommandations concrètes;
- Rapport d'activités sur la suite donnée aux conclusions du Sommet mondial sur le développement durable;

- Rapport sur le programme de promotion de la CEA concernant la biotechnologie en vue du développement durable en Afrique;
- Rapport sur les questions émergentes en science et technologie en vue du développement durable en Afrique.

#### Réunions de groupes spéciaux d'experts

5. La Division a organisé les cinq réunions de groupes spéciaux d'experts ci-après pendant l'exercice en cours:

- Une réunion de groupe spécial d'experts sur la science et la technologie en vue du développement durable a eu lieu à Addis-Abeba du 16 au 18 novembre 2004. La réunion portait avant tout sur la conception de la révolution verte en Afrique;
- La Division a aidé le bureau sous-régional d'Afrique australe à organiser la réunion de groupe spécial d'experts sur l'harmonisation des politiques, des normes, des textes législatifs et des cadres réglementaires sur l'industrie minière en Afrique du Sud qui a eu lieu à Lusaka du 3 au 5 novembre 2004;
- Une réunion de groupe spécial d'experts sur le suivi et l'évaluation des progrès en matière de développement durable en Afrique a eu lieu à Addis-Abeba du 13 au 15 avril 2005. L'objectif de cette réunion de groupe était d'examiner la structure et le contenu du Rapport sur le développement durable en Afrique;
- Un atelier de groupe d'experts portant sur les rapports nationaux sur l'eau de la sous-région de l'Afrique du Nord a eu lieu au Caire du 14 au 17 avril 2005;
- Une réunion de groupe spécial d'experts chargée d'évaluer le projet de Rapport sur le développement durable pour l'Afrique a été organisée du 22 au 23 octobre 2005.

#### **Autres activités de fonds**

6. Les quatre publicités programmées pour l'exercice en cours en sont au stade suivant :

#### Publications périodiques

- Le Rapport sur la mise en valeur des ressources en eau en Afrique est en cours d'élaboration sous la supervision des services consultatifs régionaux sur la mise en valeur et la gestion de l'eau au sein de la Division. La version provisoire du Rapport a été terminée en décembre 2003. La version finale est en préparation et sera publiée en décembre 2005;
- Le Bulletin sur le développement durable en Afrique, 2005 est en cours de révision et sera publié en décembre 2005;
- Le Bulletin sur le développement durable en Afrique, 2004 a été publié en décembre 2004;
- Le premier numéro du Rapport sur le développement durable pour l'Afrique est en préparation et sera publié en décembre 2005.

### Publications non périodiques

7. Les trois publications non périodiques programmées pour l'exercice en cours en sont au stade suivant:

- L'examen des études d'impact sur l'environnement effectué dans certain pays africain est terminé;
- L'étude sur les questions émergentes en science et en technologie: principes, méthodologie et stratégie visant à promouvoir la révolution verte en Afrique est terminée;
- L'étude sur les stratégies sous-régionales de prévention et de gestion des crises alimentaires liées aux catastrophes est terminée.

En outre, pendant la période à l'examen, la Division a publié les documents suivants:

- **Mainstreaming Mineral Wealth in Growth and Poverty Reduction Strategies (Intégrer les ressources minières dans les stratégies de réduction de la pauvreté);**
- **Improving Public Participation in the Sustainable Development of Mineral Resources in Africa (Faire davantage participer la population au développement durable des ressources en minerais en Afrique);**
- **Training Materials on Management of Mineral Wealth and the Role of Mineral Wealth in Socioeconomic Development (Matériel pédagogique sur la gestion de la richesse en minerais et rôle de cette richesse dans le développement socioéconomique);**
- **Minerals Cluster Policy Study in Africa: Pilot Studies of South Africa and Mozambique (Étude sur les politiques de regroupement des minéraux en Afrique : Études pilotes de l'Afrique du Sud et du Mozambique);**
- **Africa Regional Implementation Review Report on Human Settlements (Rapport d'examen régional africain sur l'état d'avancement des activités en matière d'établissements humains);**
- **Africa Regional Implementation Review Report on Water and Sanitation (Rapport d'examen régional africain sur l'état d'avancement des activités en matière d'eau et d'assainissement);**
- **Land Tenure Systems and their impacts on Food Security and Sustainable Development in Africa (Systèmes financiers et leurs incidences sur la sécurité alimentaire et le développement durable en Afrique);**
- **National Councils for Sustainable Development in Africa: A review of institutions and their Functioning (Conseils nationaux pour le développement durable en Afrique: examen des institutions et de leur fonctionnement);**
- **Assessment of Power Pooling Arrangements in Africa (Évaluation des modalités d'interconnexion des réseaux électriques en Afrique).**

### Autres activités de fonds

- Un CD-ROM sur les résultats des débats de caractère technique ayant eu lieu sur les questions émergentes touchant la sécurité alimentaire et le développement durable est en préparation;

- Un site Web sur la manière de promouvoir le développement durable en Afrique a été créé et il est mis à jour régulièrement.

### **Coopération internationale, coordination et contacts inter-institutions**

8. Pendant l'exercice en cours, la Division a également collaboré avec d'importants partenaires régionaux et internationaux pour essayer de résoudre les problèmes de développement durable de la région. Elle a en particulier collaboré avec des organisations et des institutions comme l'Union africaine (UA), le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), des universités et des instituts de recherche africains, et des communautés économiques régionales (CER).

9. Plus précisément, la Division a réalisé ce qui suit:

- Elle a collaboré avec le FNUAP et l'UA pour évaluer les progrès réalisés par les États membres dans l'application de la Déclaration Dakar/Ngor et le Plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Ces activités ont abouti à la publication en 2004 d'un rapport intitulé «10<sup>ème</sup> anniversaire de la CIPD : Rapport régional de revue de l'Afrique»;
- Elle a collaboré avec le FNUAP pour organiser une conférence d'examen ministériel régional qui a eu lieu à Dakar du 7 au 11 juin 2004 pour examiner le «10<sup>ème</sup> anniversaire de la CIPD: Rapport régional de revue de l'Afrique»;
- Elle a collaboré avec l'Union africaine et l'ONU-HABITAT pour organiser la première Conférence ministérielle sur l'habitat et le développement urbain. La Conférence a eu lieu à Durban du 31 janvier au 4 février 2005. La Division a contribué à l'élaboration d'un cadre plus perfectionné pour l'habitat et le développement urbain en Afrique et publié une déclaration établissant une conférence ministérielle sur l'habitat et le développement urbain en Afrique;
- Dans le secteur des minéraux, le sous-programme a conçu des possibilités d'améliorer la gestion de la richesse en minerais de l'Afrique. Afin d'aider les États membres à offrir des services efficaces dans ce domaine et à harmoniser les politiques, une aide a été fournie au Centre minéral pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (SEAMAC), le Partenariat minier en Afrique et la SADC. Des orientations ont été fournies à neuf pays sur la manière de concevoir leurs politiques sur les activités minières artisanales ou à petite échelle. Il a également facilité la création de CASM-Africa, un réseau d'échange de connaissances pour les deux activités susmentionnées. La réunion inaugurale du réseau CASM-Africa a eu lieu le 10 août 2005 au Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba. Le sous-programme a également offert une aide au Gouvernement tanzanien sous la forme d'un projet de terrain sur la contribution du secteur minier à l'éradication de la pauvreté;
- La Division a continué d'être très active au sein du Groupe des sciences et de la technologie des Nations Unies qui appuie le NEPAD en participant en tant que vice animateur à des activités organisées par l'UNESCO dans le domaine de

l'enseignement de l'ingénierie à l'occasion d'un atelier qui a eu lieu à Lagos en septembre 2004;

- Elle a participé à la réunion sur les politiques et la gestion des sciences et des technologies (Conseil d'administration du réseau africain d'institutions scientifiques et techniques (RAIST) en novembre 2004 et à la restructuration du système nigérian STI en octobre 2004;
- Le sous-programme a également participé à la septième session de la Commission de la science et de la technologie au service du développement des Nations Unies (CSTD) en mai 2004;
- La Division a participé à l'élaboration d'un document sur les mesures de politique et de programmation prises pour satisfaire les besoins des personnes âgées: la réponse de l'Afrique à un problème naissant, pour la Conférence internationale sur le vieillissement organisée par l'Union pour l'étude de la population africaine (UAPA) et le gouvernement sud-africain à Johannesburg du 18 au 20 août 2004;
- Elle a participé à la troisième réunion de coordination du Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU sur les migrations internationales organisée par la Division de la population du 27 au 29 octobre 2004 pour examiner les questions de fonds ayant trait à la préparation du dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement que l'Assemblée générale organisera à l'occasion de sa 61<sup>ème</sup> session en 2006. Un document sur les migrations internationales et le développement en Afrique ainsi que les activités connexes de la CEA et des partenariats a été présenté;
- Elle a participé à la réunion mondiale du FNUAP à New York du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2004 pour donner suite à une demande de fonds de présenter le modèle PEDDA à la réunion et montrer comment le modèle fonctionne en tant qu'outil d'analyse et de vulgarisation;
- Elle a démontré, au début de 2005, au Département agricole et rural de l'Union africain que le modèle PEDDA est un outil d'analyse et de vulgarisation utile;
- Elle a collaboré avec toutes les institutions de l'ONU dans le cadre des programmes sur l'eau en Afrique en organisant la troisième réunion du Groupe Eau-Afrique des Nations Unies en mars 2005 à Addis-Abeba et lancé la décennie « L'eau, source de vie » 2005-2015, qui met l'accent sur la pénurie d'eau et la nécessité de diminuer de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes qui n'ont pas un accès durable à l'eau potable;
- Elle a coopéré avec le Groupe interinstitutions Eau-Afrique des Nations Unies pour apporter un appui à la cinquième réunion du Conseil des ministres africains sur l'eau (AMCOW) en juillet 2005 à Addis-Abeba. Les États membres ont signé des accords sur les modalités de coopération entre l'AMCOW, les communautés économiques régionales, les organisations s'occupant des bassins fluviaux et les partenaires stratégiques de développement;
- La Division a organisé une réunion d'experts de l'énergie provenant de neuf pays africains dans le but de finaliser un mémorandum d'accord pour le lancement du Réseau d'interconnexion d'Afrique de l'Est en février 2005. Cette réunion a été organisée en partenariat avec l'Union africaine (UA), l'Union des producteurs, transporteurs et distributeurs d'énergie électrique d'Afrique (UPDEA) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA);

- Elle a participé et présenté un rapport intérimaire traitant des problèmes démographiques en Afrique dans le cadre des OMD, à la trente-huitième session de la Commission sur la population et le développement qui a été organisée par la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU à New York en avril 2005. Les séances ont porté sur les thèmes de la population, du développement du HIV/sida et en particulier la pauvreté;
- Elle a coopéré avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU à l'organisation de groupes chargés d'examiner les perspectives régionales africaines en vue de la douzième et treizième réunion du Comité du développement durable.

### Services consultatifs

10. La Division a fourni aux États membres un certain nombre de services consultatifs sur les questions de développement durable dont pendant l'exercice en cours :

- Une assistance technique au Gouvernement sierra léonais pour la formulation d'une politique énergétique nationale. La formulation de cette politique comporte deux volets interdépendants: 1) services consultatifs pour la préparation d'un document de politique énergétique global; et 2) organisation de deux réunions consultatives grâce à laquelle les parties prenantes intéressées ont eu la possibilité de procéder à un examen mutuel du projet de document de politique énergétique;
- La Division a entrepris une mission pour aider le NEPAD à progresser dans le partenariat qu'il a établi avec l'ONU dans le domaine de l'agriculture;
- La Division a participé à un atelier sur les Accords de partenariat économique (APE) pour l'Afrique australe qui s'est tenu à Maputo du 4 au 6 avril 2005 dont l'objectif était de fournir un appui technique sur les questions relatives à l'industrie extractive pouvant être utiles au débat sur l'APE entre la CDAA et l'Union européenne dans le cadre de l'application de l'accord de partenariat de Cotonou;
- La Division est membre du Comité directeur du projet SigAfrique qui réunit 11 pays : l'Angola, le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal ainsi que des centres régionaux (le SEAMIC et le service chargé de l'industrie minière de l'UEMOA). Le projet a pour principal objectif d'améliorer les fichiers sur les géosciences des pays participants et de créer des bases de métadonnées et de données sur les phénomènes ayant trait à la géologie et aux minerais, de créer un réseau de données géoscientifiques et un forum d'échange et de dialogue sur les questions émergentes, et de fournir une formation sur le traitement des données géoscientifiques;
- La Division a été invitée par le Ministre algérien de l'énergie et des mines à partager l'expérience de la CEA dans le domaine de l'énergie aux fins du développement économique et de l'intégration régionale;
- La Division a organisé une mission en vue de participer à la réunion ministérielle mixte PNUE/CEA/UA sur l'énergie qui s'est tenue à Nairobi en mai 2004 et a présenté un document de travail sur le suivi régional des résultats du Sommet mondial sur le développement durable et de l'Initiative du NEPAD en matière d'énergie;
- La Division a organisé une mission d'assistance technique en Tanzanie en janvier 2005 dont l'objectif était de fournir des avis à une réunion portant sur le NEPAD/Programme de développement agricole;

- La Division a présenté un document de politiques à la Conférence africaine sur l'urbanisation, le logement et le développement qui s'est tenue à Durban du 31 au 4 janvier 2005, conférence à laquelle elle a également participé;
- La Division a organisé une mission d'assistance technique à Dakar en février 2005 à l'occasion de laquelle elle a dirigé un groupe de discussion au Forum du Dakar agricole sur la diversification et la spécialisation agricole dans le contexte de l'intégration régionale;
- La Division a organisé une mission sur les capacités de renforcement à propos de questions intimement liées comme la population, l'environnement et le développement à Prétoria de mai à juin 2005. La mission a réalisé ce qui suit : 1) elle a déterminé la nature et le niveau d'intérêt du Gouvernement sud-africain en matière de renforcement des capacités nationales pour les questions population-environnement-développement ; 2) elle a examiné et analysé le contenu et l'efficacité des programmes de formation sur la population, l'environnement et le développement ainsi que d'autres programmes de formation connexe offerte actuellement par les universités sud-africaines et autres instituts d'enseignement supérieur ; 3) elle a déterminé les domaines possibles dans lesquels des partenariats entre les instituts de formation, le gouvernement, le FNUAP et d'autres parties prenantes pourraient être forgés et bénéficié d'un soutien dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités proposé ; et 4) elle a formulé un projet de proposition global sur le renforcement des capacités à propos du trinôme population-environnement-développement;
- Dans le cadre de la coopération internationale et de la coordination et des contacts interinstitutions, la Division a participé en juin 2005 à la Conférence des ministres des pays de la CEDEAO sur les biotechnologies;
- La Division a également organisé une mission à Alger en juillet 2005 dont l'objectif était de participer à la réunion consultative sous-régionale d'experts sur le plan d'action environnemental du NEPAD.

#### Incidences perçues des activités sur les bénéficiaires

11. Les activités mentionnées ci-dessus ont été entreprises dans le but suivant: a) améliorer la sensibilisation des décideurs sur les relations existant entre les trois dimensions du développement durable et sur la nécessité de les intégrer; b) accroître les capacités des parties prenantes dans les États membres en matière de conception et d'application des politiques, stratégies et programmes qui intègrent les questions intimement liées au développement durable; c) intégrer de façon rationnelle les questions relatives à la sécurité alimentaire à la population, à l'environnement et aux établissements humains dans les politiques de développement rural; et d) améliorer les capacités des États membres et accroître la coopération entre ses États en vue d'élaborer des politiques efficaces et de développer des programmes pour l'exploitation des ressources minérales et énergétiques; d) gérer de façon efficace les ressources en eau et les utiliser de façon rationnelle et plus abondamment.



Indicateurs atteints/résultats obtenus

- i) Nombre d'utilisateurs finals ayant accès aux informations de la CEA et les utilisant en fonction du nombre de fois où il est fait référence aux études de la CEA dans la documentation officielle.

12. Une analyse fondée sur l'Internet a trouvé des centaines de références à des résultats clefs de la Division du développement durable dans divers journaux, revues et site Web africains et internationaux. Le résultat le plus cité est notamment «Le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la CIPD : Rapport régional de revue de l'Afrique», le «Les systèmes de propriété foncière et leur impact sur la sécurité alimentaire et le développement durable en Afrique», « Améliorer la participation de la population au développement durable des ressources en minerais en Afrique » et le «Bulletin du développement durable de l'Afrique». Les principaux sites Web du sous-programme qui donnent des informations sur le développement durable aux décideurs africains, comme ESTNET (qui a eu 37 000 occurrences et reçu 4 800 visiteurs pour le seul mois de juin), le Centre d'informations sur l'eau en Afrique, le Population Information Africa et AFPIC ont eu également de nombreuses occurrences.

- ii) Nombre de parties prenantes dans les États membres ayant reçu un cours de formation à la CEA et augmentation des connaissances et des aptitudes constatées

13. La Division a organisé un atelier de formation sur les droits de propriété intellectuelle à Dakar du 30 mars au 2 avril auquel ont participé 55 stagiaires. Elle a également organisé un atelier sur la planification intégrée des ressources: gestion de la richesse minérale, du 19 au 20 mai 2005 auquel étaient présents 43 décideurs de haut niveau des ministères des finances et des mines de 13 pays africains. L'atelier a tenté de sensibiliser davantage les participants aux potentiels qu'offrent les minerais pour appuyer le développement et la croissance économiques à long terme et améliorer leur connaissance et leurs capacités sur des sujets liés aux minerais qui sont importants pour créer un environnement favorable au développement des ressources minérales.

- iii) Nombre d'États membres qui ont intégré les questions de développement durable dans les cadres/programmes de politiques.

14. En 2003/2004, la CEA a réalisé l'enquête CIPD+10. Des questionnaires ont été envoyés aux 53 pays africains. Ils étaient invités à présenter des rapports de pays détaillés en rapport avec la mise en œuvre du Plan d'action de la CIPD. Quarante-trois pays au total ont répondu à cette enquête. En outre, 31 pays ont présenté des rapports nationaux détaillés. C'est à partir de ces sources de données que nous avons établi que 40 pays africains avaient introduit des questions de développement durable dans les cadres/programmes de politique. Le sous-programme a également réalisé une étude sur le fonctionnement des conseils nationaux aux fins du développement durable. Les principales conclusions de l'étude sont contenues dans un rapport intitulé «Conseils nationaux aux fins du développement durable en Afrique: examen des institutions et de leur fonctionnement». L'étude montre que les pays africains ont progressé à des degrés divers des progrès dans la création d'institutions et la mise en place des moyens nécessaires ainsi que d'autres processus pertinents pour faciliter l'application du programme relatif au développement durable. Toutefois, ces institutions ne remplissent pas de façon

satisfaisante leur rôle de conseil national pour le développement durable et il reste beaucoup à faire pour les renforcer, notamment en ce qui concerne l'élimination des préjugés relatifs à l'environnement et les solutions à la question des trois dimensions du développement durable d'une manière holistique et intégrée.

- iv) Nombre d'États membres ayant participé aux forums régionaux/sous-régionaux organisés dans le but d'établir un dialogue et de dégager un consensus pour: a) harmoniser les politiques et adopter des programmes en vue d'une exploitation conjointe des ressources en minerais et énergie ; créer et renforcer la gestion des fleuves et bassins fluviaux, et améliorer les capacités pour la gestion des ressources en eau.

15. L'objectif a été atteint étant donné que plus de 20 pays ont bénéficié des services fournis par la CEA, à savoir six pays du Centre minéral pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (SEAMIC), 12 dans la communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et plus 45 installations électriques ont été installées dans plus de 30 pays. La Division, en collaboration avec la CEA – Bureau sous-régional pour l'Afrique australe a organisé trois ateliers pour renforcer les capacités en matière de gestion de l'eau qui ont eu lieu du 2 au 10 mars à Prétoria: i) un atelier sur l'élaboration et la gestion de l'information géohydrologique de trois jours; ii) un atelier de deux jours sur la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM) en Afrique australe qui a duré deux jours et iii) un séminaire d'une journée consacré aux questions de parité entre hommes et femmes et à la gestion des ressources hydriques. Un total de 50 participants venant des gouvernements, des universités, des ONG, du secteur privé et des institutions intergouvernementales de la région ont participé. Les participants ont constaté l'état d'avancement des projets IWRM dans divers pays d'Afrique australe, les résultats de la Conférence africaine sur les lois relatives à l'eau et renforcé les capacités sur les risques que présentent l'eau et la préparation d'urgence dans le cadre de la IWRM. Les participants ont également réexaminé le processus adopté pour élaborer le rapport sur la mise en valeur de l'eau en Afrique et passé en revue les conclusions préliminaires des rapports nationaux sur la mise en valeur de l'eau provenant de différents pays d'Afrique australe. L'objectif du séminaire sur l'égalité entre hommes et femmes et l'eau était de traduire les engagements pris dans le domaine de l'égalité entre femmes et hommes pris par le Conseil des ministres africains de l'eau pendant la Conférence panafricaine d'application et de partenariat sur l'eau qui s'est tenue en décembre 2003 en un plan d'action réalisable. Le séminaire visait également à sensibiliser les participants à l'importance d'introduire une notion d'égalité entre hommes et femmes dans la gestion de l'eau et à transmettre des idées sur la manière d'introduire une notion de parité dans leurs propres activités.